



## Chaines mondiales de valeur et mesure du commerce international: territoires et mondialité. Hubert Escaith, Chef statisticien – OMC

Les douanes, outre leur fonction de fiscalisation, sont le pilier principal des statistiques du commerce extérieur. Ces statistiques sont des statistiques d'Etat, basée sur une notion de territoire douanier qui recouvre, à peu de choses près, celle du territoire où s'exerce l'autorité du gouvernement national.

Dans la mesure où les statistiques ont pour but d'éclairer la prise de décision de l'État et de faire le suivi des leurs effets, il y a donc –ou, plutôt, il y avait– unité de lieu entre l'économique, le statistique et le politique.

L'adéquation nationale entre l'objet de la politique économique et commerciale nationale et la réalité des échanges économiques est parfaitement claire au XIX siècle, quand Ricardo a élaboré ce qui deviendra les fondements de la théorie du commerce international. En ce temps-là, les pays exportaient ce qu'ils produisaient. Dans son exemple fameux, Ricardo mentionnait les échanges entre l'Angleterre et le Portugal, l'un exportant son vin, l'autre les produits de son industrie textile. La révolution industrielle n'a rien changé à ce fait fondamental que la production et l'exportation étaient basées sur l'exploitation des ressources disponibles sur le territoire national. Ce n'est d'ailleurs pas le fruit du hasard si la révolution industrielle est née dans les pays qui disposaient des mines de charbon et de fer nécessaire à la production manufacturière.

Les comptes de la Nation, qui formeront au milieu du XX siècle le cadre central de référence économique tant pour les preneurs de décisions que pour les statisticiens, resteront d'ailleurs fidèle à cette vue unifiée identitaire du territoire national et du territoire économique. L'appartenance au territoire est traduite par la notion de résident et de non-résident, les premiers étant à la fois sujets et objets de la politique économique et sociale alors que les non-résidents se trouvent regroupés dans un ensemble indistinct de "reste du monde". Les statisticiens du commerce international enrichissent quelque peu cette vision manichéenne séparant "nous" de "eux" en incluant la mention de "pays d'origine", sans changer pour autant la distinction fondamentale basée sur la résidence.

Aujourd'hui, la pertinence économique de la notion de "pays d'origine" tend à s'estomper rapidement. Parler de pays d'origine pour les biens manufacturés s'est progressivement vidé de sens, au fur et à mesure que les diverses opérations de conception, de fabrication de composants, d'assemblage et de commercialisation ont essaimé dans le monde. Du fait de chaînes de production internationales, de plus en plus de produits sont "Made in World" et non plus "Made in UK", "Made in France" ou "Made in China". De fait, cela reflète une réalité économique du commerce international bien connue des spécialistes: ce sont les entreprises qui exportent, non les pays. Et les entreprises, aujourd'hui, sont mondialisées.

Selon les règles d'origine en vigueur pour l'établissement des statistiques douanières, une grande proportion des produits électroniques de consommation des ménages ou d'équipement des bureaux venait peser pour plus de 20 milliards dans le déficit commercial de la France en 2009. Ces produits sont certes assemblés en Chine, mais la valeur commerciale de la marchandise provient des nombreux pays qui ont précédé l'assemblage. Prendre en compte l'origine géographique de la valeur ajoutée, ainsi que le fait la récente base de données *TIVA* de l'OCDE et de l'OMC, indique que près d'un tiers de ce déficit bilatéral doit être affecté à d'autres pays, entre autres le Japon. De même, le déficit commercial avec l'Allemagne est réduit si on compte en valeur-ajoutée, celui avec la Suisse augmente. Ces deux pays ont basé leur succès industriel et commercial sur la mise en place de chaînes internationales de valeur, mais sur des segments différents du marché. Cette compatibilité du commerce en termes de valeur ajoutée, que nous promovons à l'OMC depuis plusieurs années maintenant, va jusqu'à en inverser les soldes. Par exemple, le déficit commercial avec les États-Unis devient un excédent, signe que les produits français transitent par d'autres partenaires pour y être transformés avant d'être vendus aux USA.

Si aujourd'hui, la pertinence économique de la notion de "pays d'origine" tend à s'estomper, ce n'est que la pointe émergée de l'iceberg. D'autres catégories comptables deviennent floues elles aussi, en particulier celle de marchandise et de services. L'analyse en valeur-ajoutée du commerce nous indique que la part des services dans le commerce mondial double pour atteindre environ 45%, car bien des produits manufacturés que nous achetons aujourd'hui nous sont utiles en fonction des services qui y sont inclus. Le contenu en services des exportations françaises d'équipement de transport ou de produit métalliques est d'environ 40%. De fait, plus de la moitié des exportations française sont des exportations de services, si on mesure en termes de valeur ajoutée. Sachant que la valeur ajoutée est principalement source de revenus salariaux, la pertinence de cette statistique pour la politique économique et sociale est claire. Avec les nouveaux modes de production industrielles, les territoires de la politique économique et sociale changent; les statistiques doivent aussi s'adapter. Non pas que nous devions abandonner ce qui se fait en matière de statistiques douanières, mais il est devenu important d'y ajouter d'autres informations soit issues du monde de la comptabilité nationale, comme le projet *TIVA* de l'OCDE et de l'OMC, soit du monde de l'entreprise, à l'exemple de programmes en cours à EUROSTAT et dans d'autres pays de l'OCDE.